



CONFÉRENCE FREEDOM SUMMER >>
page 2

Aussi dans ce numéro: DÉBUT
DES NÉGOCIATIONS DANS UN HÔPITAL
>> page 4



VOLUME 2, N°14

WWW.UNIFOR.ORG

17 JUILLET, 2014

uniforum



Les 900 membres de la section locale 1075 d'Unifor chez Bombardier à Thunder Bay ont commencé une grève le 14 juillet pour défendre leurs pensions et avantages sociaux.

Grève chez Bombardier

Les travailleurs de l'usine de Bombardier à Thunder Bay ont déclenché une grève aujourd'hui pour défendre les emplois bien rémunérés en Ontario.

« Nous devons nous mobiliser pour assurer la survie des emplois décents dans cette province », a déclaré le président national d'Unifor, Jerry Dias, qui prend part aux négociations contractuelles à Thunder Bay.

« Unifor est prêt à camper

>> Suite à la page 3

Le jugement sur Navistar élargit les droits des travailleurs

Un jugement rendu par le Tribunal des services financiers de l'Ontario sur un litige de longue date au sujet du régime de retraite à Navistar confirme non seulement une décision antérieure sur les droits des travailleurs à la retraite, mais étend également ces droits.

« Cette décision montre que les sociétés ne peuvent

pas se saisir arbitrairement des pensions durement gagnées par les travailleurs », a déclaré le président national d'Unifor, Jerry Dias.

« Non seulement nous avons gagné l'appel, mais nous avons obtenu davantage que ce que la décision originale du Surintendant accordait. Il s'agit d'une solide victoire pour les travailleurs de Navistar qui ont mené un long et difficile combat pour défendre leurs droits. »

Dans un jugement rendu à la fin de la semaine dernière, le Tribunal des services financiers de l'Ontario a confirmé une décision

>> Suite à la page 3

Unifor dépose une demande d'examen dans le dossier des pipelines

En faisant valoir que l'Office national de l'énergie a présenté un rapport profondément infondé au cabinet fédéral, Unifor va se joindre à de nombreuses Premières nations et organisations environnementales en recourant à des motifs juridiques pour stopper le projet de construction du

>> Suite à la page 3

#unifor 

Voici une sélection de gazouillis sur @SyndicatUnifor

@Unifor4511 Négociation dans les concessionnaires de la région de Montréal - Les membres d'Unifor acceptent.

@GoodJobsEmplois The minimum wage has been the same in real dollars for nearly 40 years! http://www.thestar.com/business/2014/07/16/minimum_wage_in_2013_same_as_1975_in_constant_dollars_statistics_canada.html ... #goodjobs

En bref

Section locale 87-M, Globe and Mail

Les employés syndiqués du Globe and Mail ont voté à 84 pour cent en faveur d'une nouvelle convention collective après avoir évité de justesse une grève.

L'entente de trois ans comprend des augmentations salariales annuelles de 1, 2 et 2 pour cent. L'équipe de négociation a aussi résisté à une demande de l'employeur voulant que les journalistes écrivent des articles publicitaires.

Quelque 374 journalistes, représentants publicitaires et personnel administratif au Globe sont représentés par Unifor. 

Section locale 4511, concessionnaires d'automobiles

Les membres de la section locale 4511 à l'emploi de concessionnaires d'automobiles dans la région de Montréal ont voté à 97 pour cent en faveur de la ratification d'une nouvelle convention collective qui comprend une augmentation salariale de 7,5 pour cent sur trois ans.

La contribution de l'employeur au régime d'assurance collective a augmenté de 10 % et une légère augmentation a aussi été apportée à la contribution au régime de retraite.

Les dispositions relatives aux vacances ont été bonifiées et un cadre amélioré a été établi pour plus d'heures de travail flexibles pour les 700 membres. 

Encadré photo



PHOTO PAR GORD GRAY

Le montant de 30 000 \$ recueilli à la réception donnée en l'honneur du président national retraité des TCA, Ken Lewenza, a été remis à des groupes de Windsor qui viennent en aide aux personnes dans le besoin.

VEUILLEZ SOUMETTRE VOS PHOTOS À
COMMUNICATIONS@UNIFOR.ORG



PHOTO PAR BILLY O'NEILL

Des membres d'Unifor se joignent aux employés de Toyota dans le cadre d'une marche à l'occasion du défilé de la fête du Canada à Cambridge.

Présence d'Unifor à la conférence Freedom Summer au Mississippi

Unifor a envoyé neuf délégué(e)s à la conférence soulignant le 50e anniversaire de Freedom Summer au Mississippi, les seuls Canadiens présents à l'événement marquant 50 ans de lutte pour les droits civiques à la suite de l'assassinat par le Ku Klux Klan de trois militants des droits civiques dans cet État.

"Un message maintes fois entendu à la conférence affirmait que les droits des travailleuses et travailleurs sont au cœur du mouvement actuel de défense des droits civiques", a déclaré Vinay Sharma, directeur des Droits de la personne d'Unifor.

Andrew Goodman, James

Chaney et Michael Schwerner ont été tués le 21 juin 1964 en inscrivant des noirs sur les listes électorales, ce qui a marqué un tournant décisif du mouvement des droits civiques.

La conférence a eu lieu du 25 au 29 juin au collège Tougaloo à Jackson, au Mississippi. Tougaloo, mis sur pied pour éduquer d'anciens esclaves, était un lieu sécuritaire pour les militants des droits civiques dans les années 1960.

Parmi les conférenciers, il y avait Hollis Watson, Danny Glover, Harry Belafonte, Dick Gregory et Ayana Gregory. Les délégué(e)s d'Unifor étaient Vinay Sharma, le président

national Jerry Dias, l'adjointe au président Deb Tveit, et des militant(e) de différentes régions du Canada.

En plus de nombreux panels et discussions sur les droits des travailleuses et travailleurs, les participants à la conférence ont aussi assisté à une manifestation organisée par des étudiants de partout aux États-Unis à la gigantesque usine de Nissan dans la localité voisine de Canton, pour défendre leur droit d'association avec les TUA et demander un traitement équitable à l'endroit des travailleuses ainsi qu'un vote de représentation syndicale équitable. 



Des délégués à la conférence Freedom Summer au Mississippi ont participé à une manifestation à une usine de Nissan pour défendre leur droit de se joindre aux TUA.

SERVICE DES COMMUNICATIONS D'UNIFOR – KATIE ARNUP, SARAH BLACKSTOCK, IAN BOYKO, SHELLEY BURGOYNE, SHANNON DEVINE, MARIE-ANDRÉE L'HEUREUX, STUART LAIDLAW, ET ANNE MARIE VINCENT

>> Suite de "Le jugement sur Navistar sur page 1

antérieure du Surintendant adjoint des régimes de retraite et est allé plus loin en augmentant le nombre de travailleurs admissibles à des prestations de retraite anticipée non réduites, ainsi que ceux ayant droit au crédit de service accumulé ouvrant droit à pension de 0,9 année.

Jerry Dias a félicité le comité de négociation pour son travail acharné et le personnel d'Unifor qui ont permis de gagner cette victoire.

La décision signifie qu'un montant estimé à 28 M\$ est destiné aux retraités de l'usine, qui employait à une époque quelque 1 000 ouvriers et employés de bureau, membres des sections locales 127 et 35 d'Unifor. Pour consulter le jugement intégral, cliquez sur : [http://www.unifor.org/navistar\(en_anglais\)](http://www.unifor.org/navistar(en_anglais)). 

>> Suite de "Grève chez Bombardier" sur page 1

sur sa position pour éviter que les bons emplois que nous occupons déjà ne disparaissent progressivement. »

Les enjeux en cause sont les demandes de l'employeur visant des concessions en matière d'avantages sociaux et de régimes de retraite. Une grève de trois jours a eu lieu à l'usine en 2011 en raison de demandes similaires.

Les 900 travailleurs de l'usine, membres de la section locale 1075 d'Unifor, fabriquent la nouvelle génération de voitures de métro et de tramways pour la Commission de transport de Toronto, ainsi que les trains de GO Transit. Ils sont en position de déclencher une grève légale ou de se faire imposer un lock-out depuis le 10 juin et sont sans convention collective depuis le 31 mai.

Jerry Dias a souligné que

>> Suite de "Unifor dépose une demande" sur page 1

pipeline Northern Gateway.

« Le projet de pipeline Northern Gateway entraîne d'énormes risques pour les Canadiens, alors que seules les compagnies pétrolières vont en tirer profit », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor. « Nous ne resterons pas passifs pendant que Stephen Harper traite de manière cavalière les emplois canadiens, les droits des Premières nations et les préoccupations environnementales. »

Le projet de pipeline Northern Gateway fera plus de mal que de bien à l'économie, a affirmé Jerry Dias.

Ce projet (ainsi que les projets Kinder Morgan et Keystone XL) expédiera du bitume brut aux marchés étrangers. Mais, selon la Fédération du travail de l'Alberta, seulement 228 emplois permanents seront créés dans le cadre du projet

les emplois chez Bombardier sont un bon exemple du type d'emplois dont la province a besoin, car ils fournissent des revenus décents pour les familles, des perspectives d'emploi pour les jeunes et des pensions décentes pour que les travailleuses et travailleurs puissent prendre leur retraite en dignité.

« Il y a beaucoup d'opportunités pour créer encore plus d'emplois de qualité comme ceux-ci », a affirmé Jerry Dias en soulignant que plusieurs pièces assemblées par la main-d'œuvre chez Bombardier sont importées du Mexique.

« Nous devons trouver des manières de fabriquer ces pièces et d'autres produits ici même en Ontario, afin qu'un plus grand nombre de personnes aient de bons emplois », a déclaré Jerry Dias. 



Unifor a participé à une conférence de presse en juin avec des Premières nations et des groupes environnementaux pour exprimer ses préoccupations à l'égard des projets de pipeline.

de pipeline.

« Les ressources naturelles canadiennes devraient créer des emplois canadiens à long terme pour répondre aux besoins des Canadiens en matière d'énergie », a déclaré Jerry Dias. « Unifor est solidaire avec les groupes demandant que le gouvernement fédéral stoppe

les projets de pipeline et investisse dans les emplois verts permettant de soutenir des familles. »

Cent trente Premières nations, la plupart des municipalités de la C.-B. et au moins la moitié des Britanno-Colombiens s'opposent au projet de Northern Gateway d'Enbridge. 

Lettre du jour

Dans une lettre adressée au rédacteur en chef, Russ Day, président d'unité à la section locale 601 d'Unifor à la raffinerie de Chevron à Burnaby, a établi les faits quant aux pipelines et aux emplois. Lisez la lettre à la page 4.

Unifor au Forum social des peuples

Unifor participe au Forum social des peuples qui aura lieu du 21 au 24 août à Ottawa, une occasion pour les membres d'Unifor d'apprendre, de réseauter avec des milliers de militants de partout au Canada, et de se mobiliser pour le changement social et politique.

La participation d'Unifor au Forum comprendra les activités suivantes :

21 août à 15 h

Marche du Forum social à la colline parlementaire : les membres d'Unifor vont se réunir à 14 h au Musée canadien de la guerre. Nous encourageons les sections locales de la région d'Ottawa de se présenter avec un fort contingent de membres et d'apporter le drapeau de leur section locale.

Pour les membres de l'Ontario, des autobus Unifor/FTO prendront à bord les membres qui désirent se rendre à Ottawa pour participer à la

marche. Pour utiliser le transport par autobus vers la marche, veuillez communiquer avec le représentant national Mohamad Alsadi au 613-862-1994 ou écrire à mohamad.alsadi@unifor.org.

22 août à 16 h 30

Forum ouvert : Des emplois de qualité pour tous : Le lancement du Sommet sur les emplois de qualité à Ottawa examinera les défis auxquels sont confrontés les jeunes travailleuses et travailleurs ainsi que les groupes recherchant l'équité, et comment transformer des emplois précaires à faibles revenus en emplois de qualité.

22 août 18 h à 21 h

Réception d'Unifor : le but est de rencontrer les dirigeant(e)s, directeur(trice)s et militant(e)s d'Unifor. Endroit à déterminer Pour connaître les détails : www.peoplessocialforum.org 

Les pipelines d'exportation de pétrole brut ne sont pas bons pour le Canada, ni pour la création d'emplois



Russ Day, président d'unité, section locale 601 d'Unifor, à la raffinerie de Chevron à Burnaby, a récemment reçu la distinction de la « lettre du jour » dans le quotidien The Province de Vancouver. La lettre suivante a été publiée le 29 juin :

Un éditorial récent de la part d'une poignée de syndicats de la construction (« Le pipeline Northern Gateway est

nécessaire pour notre prospérité à tous ») présentait une longue rhétorique sur le projet de pipeline Northern Gateway, mais s'appuyait sur très peu de faits.

Selon la Fédération du travail de l'Alberta, seulement 228 emplois permanents seront créés à partir du projet de pipeline auquel s'opposent 130 Premières nations, la plupart des municipalités de la C.-B. et la moitié des Britanno-Colombiens.

Au-delà des misérables emplois à court terme pour la construction du pipeline sur 36 mois, le projet de pipeline Northern Gateway (ainsi que les projets Kinder Morgan et Keystone XL) va expédier du bitume brut aux marchés étrangers, volant du même coup aux Canadiens des milliers d'emplois stables dans les

secteurs de la valorisation à long terme, du raffinage, et de la pétrochimie.

Un déversement pétrolier du type Exxon Valdez coûterait des milliards de dollars à l'industrie de la pêche et du tourisme sur la côte Nord, balayant les bénéfices déjà minces pour la province de la Colombie-Britannique.

Le projet d'Enbridge, ou tout projet qui présente autant de risque à la vie côtière, auquel s'opposent de manière écrasante les Premières nations, qui échoue à créer un nombre significatif d'emplois à long terme pour les Canadiens suscite non seulement des divisions, mais représente aussi un projet insensé.

Plutôt que d'enrichir les barons étrangers du pétrole, le gouvernement fédéral devrait

percevoir nos ressources naturelles comme une manière de maximiser les bénéfices pour les Canadiens à long terme. Ce qui signifie d'aborder les préoccupations des Premières nations, de prendre le temps de contrôler nos émissions de gaz à effet de serre, et de créer des emplois stables de qualité pour les Canadiens.

Une industrie pétrolière canadienne à valeur ajoutée et gérée de façon responsable apporterait non seulement des revenus supplémentaires aux programmes sociaux et aux infrastructures, mais fournirait aussi au Canada l'occasion d'instaurer des mesures incitatives pour développer une industrie énergétique verte durable pour les prochaines générations de Canadiens. 

À la défense des pensions et des avantages sociaux

La section locale 252 d'Unifor défend les avantages sociaux, les pensions et les salaires de ses 38 membres qui travaillent chez Emerald Energy from Waste à Brampton. La semaine dernière des mesures de grève ont été prises contre l'employeur.

Le litige porte sur le fait que l'employeur demande que les membres assument une quote part de 20 pour cent sur tous les avantages sociaux, y compris les soins dentaires. Présentement, la compagnie assume 100 pour

cent du paiement. L'employeur veut aussi imposer un plafond à ses contributions au régime de retraite.

Sur la question des salaires, la compagnie veut retirer le temps double des dispositions sur les heures supplémentaires et limiter les augmentations salariales à 0,75 pour cent par année.

La grève a débuté à 12 h 01 le 3 juillet, près d'une semaine après la limite du préavis de grève ou de lock-out fixée au 27 juin. 



Les membres en grève de la section locale 252 d'Unifor chez Emerald Power from Waste ont manifesté le 14 juillet.

Les négociations commencent pour les hôpitaux du nord de l'Ontario

Le président national d'Unifor, Jerry Dias, était à Thunder Bay le 14 juillet pour lancer les négociations en vue d'une nouvelle convention collective couvrant 2 500 travailleuses et travailleurs du nord de l'Ontario.

« Ce sont les hommes et les femmes vers qui nous nous tournons lorsque nous avons le plus besoin de soins, il est temps qu'ils aient une convention

collective qui les traite avec le respect mérité et la reconnaissance du rôle vital qu'ils jouent », a déclaré Jerry Dias.

Les nombreuses classifications dont les infirmières auxiliaires autorisées, les préposés aux bénéficiaires, les travailleuses et travailleurs sociaux, le personnel administratif et aux cuisines sont membres des sections locales 229 et

1359 d'Unifor, et travaillent dans neuf hôpitaux du nord de l'Ontario, allant de Atikokan jusqu'à Sault Ste. Marie.

Ils n'ont pas eu de hausse salariale depuis plus de deux ans en vertu d'une convention collective conclue à la suite d'un arbitrage lors de la dernière ronde de pourparlers.

La convention collective actuelle prend fin le 10 octobre 2014. Unifor et les

hôpitaux ont échangé leurs demandes initiales le 9 juillet.

« Après un gel salarial de deux ans, faisant partie de l'entente conclue après un arbitrage lors des derniers pourparlers, ces travailleuses et travailleurs ont besoin d'obtenir une bonification de leur rémunération pour rester en ligne avec leurs pairs », a déclaré Jerry Dias. 